

Questions orales

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous sommes parfaitement au courant de l'arrestation et de la détention de M. Urud.

Par l'entremise de notre haut-commissariat au Kuala Lumpur, nous allons faire enquête pour savoir pourquoi il a été arrêté et quelles accusations seront portées contre lui. Quand nous en saurons plus, nous prendrons les mesures qui s'imposeront.

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, il semble qu'on ait arrêté Mutang Urud dans le but de décourager les Punans, que j'ai rencontrés le mois dernier en compagnie d'Urud et qui ont établi un barrage pacifique afin de protéger leurs forêts tropicales de la destruction totale.

Je voudrais que la ministre nous dise si elle va exhorter le gouvernement du Sarawak à ne pas recourir à la violence pour démanteler ce barrage, comme il a menacé de le faire. Va-t-elle se joindre aux nombreux Canadiens qui appuient la proposition des Punans en faveur de la création d'une réserve écologique pour protéger cette forêt tropicale, qui est menacée?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le Canada a été très actif dans le dossier de la forêt tropicale humide de la Malaisie.

Nous croyons, évidemment, qu'il est possible de trouver un juste équilibre entre la protection de l'environnement et les valeurs économiques. C'est pourquoi nous travaillons étroitement avec le gouvernement de la Malaisie par l'entremise de nos programmes d'aide au développement.

Nous sommes le troisième donateur en importance et le principal donateur par habitant en ce qui concerne le plan d'action pour la forêt tropicale et nous avons l'intention de suivre ce dossier de très près.

* * *

LA STRATÉGIE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État responsable des Petites entreprises et du Tourisme.

Elle porte sur la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones. Comme vous le savez, monsieur le Président, ce programme est l'une de nos initiatives les plus fructueuses, mais il est généralement méconnu.

En fait, il est devenu si populaire qu'on a maintenant accumulé un arriéré dans l'étude des projets présentés. Certains de mes électeurs m'ont fait part de leurs préoccupations au sujet de la capacité des autochtones d'accroître leur pouvoir économique. Ils m'ont donc chargé de demander au ministre ce qu'il est prêt à faire pour régler cet arriéré.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de reconnaître l'importance de ce programme.

Le fait est qu'il a permis de créer plus de 1 000 entreprises au Canada, dans les réserves ainsi qu'à l'extérieur. Il est extrêmement fructueux. Les propositions soumises ont été deux fois et demie plus nombreuses que pour le programme précédent. C'est pourquoi nous avons dû faire quelques changements pour accélérer le traitement des demandes. Je suis heureux de répondre à mon ami que nous avons maintenant rationalisé le système d'approbation des projets grâce à la mise en place de comités régionaux. Il existe maintenant dans tout le Canada un vaste réseau de bureaux consacrés à ce programme. Enfin, nous permettons à certaines organisations autochtones de travailler avec les clients afin d'accélérer le processus. Tout ceci crée de l'emploi et stimule l'esprit d'entreprise, tant dans les réserves qu'ailleurs au Canada.

* * *

• (1450)

M. JOHN CRISPO

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. John Crispo, nommé par les conservateurs au conseil d'administration de la Société Radio-Canada, a tenu récemment des propos incendiaires et irresponsables au sujet du bilinguisme dans la fonction publique, citant des statistiques choisies qu'il a qualifiées de renversantes et de catastrophiques. M. Crispo a laissé entendre que le bilinguisme officiel, et je cite: «empêche les Canadiens unilingues anglais d'accéder à des postes supérieurs dans la fonction publique fédérale».

Le fait est que 77 p. 100 des postes supérieurs de la fonction publique sont occupés par des anglophones.

Une voix: Et absolument aucun n'est occupé par un unilingue francophone.